

LES MOUVEMENTS SOCIAUX EN AMERIQUE LATINE AU XIX^e SIÈCLE¹

On pourrait résumer la situation des études en matière d'histoire sociale en Amérique Latine en disant que, s'il existe des travaux de valeur isolés, elles se trouvent généralement à la première étape de leur développement.

La majorité des historiens latino-américains se vouent exclusivement à l'histoire locale ou à l'histoire des faits politiques suivant un modèle qui est dépassé depuis longtemps par la théorie et la pratique de l'histoire. Nous avons ébauché, à propos de l'Uruguay, des raisons qui, développées, peuvent expliquer cette situation dans toute l'Amérique Latine.²

Quelques sujets bien étudiés, comme la condition des classes exploitées de l'Amérique coloniale, ont fait de rapides progrès grâce à l'apport d'investigateurs qui ne sont pas latino-américains (Hanke, Konetzke, Helps, Viñas y Mey, Ots Cadequí, Lewin, etc.) et de rares personnalités de ces pays de l'Amérique Latine (Sacco, Nina Rodrigues, Zabala, Valcárcel, etc.).³

Est appréciable l'apport des professeurs de Droit du Travail sur la législation américaine (Poblete Troncoso, De la Cueva, Walker Linares, Vianna, Unsain, etc.); des sociologues (Ingenieros, Venturino, Cornejo, Freyre, Ramos, López de Mesa, etc.) et des travaux historiques d'auteurs anarchistes ou socialistes sur le passé de ces idées en Amérique, comme c'est le cas de Nettlau, Abad de Santillán, Valadés, Oddone et Jobet. Même si l'on doit recourir à diverses sources pour tracer une histoire des mouvements sociaux latino-américains, des monographies sur ces thèmes fondamentaux font défaut.

Ce travail que nous présentons aujourd'hui s'insère dans ce tableau et souffre de ces limites. Il représente une étape d'un plan plus vaste:

¹ Pour une explication des désignations espagnoles v. Notes à la fin de l'article.

² Revue *L'Actualité de l'Histoire*, Paris, No 7, p. 44.

³ Voir Carlos M. Rama *Chronologie et Bibliographie des mouvements ouvriers et socialistes. L'Amérique Latine*. Paris, Les Editions Ouvrières, 1956.

il est basé sur des études réalisées antérieurement et servira de trait d'union général à un traité plus détaillé.

Je pense que, cependant, il pourra intéresser les érudits européens qui auront la curiosité de connaître ces sujets et ces problèmes.

Le XIXe siècle s'ouvre en Amérique avec la Révolution Latino-Américaine pour l'Indépendance, apparentée aux Idées Nouvelles et qui suit l'exemple des révolutions survenues en Angleterre, aux Etats-Unis et plus particulièrement en France. De plus, elle se rattache directement au mouvement espagnol de 1808-1814.

Le facteur social de cette révolution est fondamental, mais il n'a pas été apprécié à sa juste valeur par les historiens.¹

Parmi les causes généralement admises de ce mouvement politique figure l'incidence des mouvements sociaux. Un récent congrès hispano-américain d'historiens a fait ressortir les causes de l'Indépendance: 1) encyclopédisme; 2) antagonisme entre créoles et espagnols; 3) erreurs de la politique espagnole; 4) agitation politique révolutionnaire en Angleterre et en France; 5) individualisme espagnol; 6) attitude des populations indigènes. Aux causes sociales indiquées en deuxième et sixième lieux, il faut ajouter, à notre avis: l'attitude des esclaves noirs et des groupes prolétaires libres, semblable à celle des populations indigènes, et l'ascension sociale des métis et des mulâtres.²

Déjà du temps de Cromwell, Gage s'exprimait ainsi: "Si une nation quelconque, au moment même ou ses forces arrivaient dans les colonies espagnoles, proclamait la liberté des mulâtres, des noirs et des indiens, tous ces derniers, en échange de cette liberté, s'uniraient à elle contre les espagnols, ainsi que je le leur ai souvent entendu dire quand je me trouvais là-bas".³

Au XVIIIe siècle on avait assisté au développement de deux mouvements révolutionnaires américains, l'un indigène ou noir et l'autre créole;⁴ lors de la Révolution Indépendantiste dans des pays tels que le Río de la Plata, le Venezuela, Haïti, etc. où ils prennent une forme démo-libérale, les deux courants se fondent. Dans leur programme – aspect social – figurent l'abolition de l'esclavage des noirs et du travail forcé des indiens, ainsi que l'établissement d'une société sans castes juridiques et sans discrimination raciale ou nationale pour l'accès à la fonction publique. En même temps, dans des pays comme le Brésil, le Mexique et le Chili où prédomine une formule libérale,

¹ Une preuve de l'intérêt que l'on porte à ces sujets, c'est l'âpre discussion que provoque la bibliographie marxiste-léniniste (Puiggrós, Jesualdo, Ramos, Pedrueza, etc.), pour laquelle le facteur économique-social a une valeur explicative presque exclusive.

² Ce Congrès a eu lieu à Madrid en octobre 1949. Voir les annales correspondantes.

³ Cromwell, los criollos y los indios y la conquista de Hispano-América. Rev. Imago Mundi, Bs. As. No 7, p. 66 et la note allusive de Boleslao Lewin.

⁴ Telle est la thèse de B. Lewin, Tupac Amaruc, Bs. As., Claridad 1943, p. 131.

est toujours présent le problème social opposant les classes exploitées à celles des propriétaires locaux qui sont maintenant les classes politiquement dirigeantes. Il est des situations significatives: ainsi le renoncement à l'indépendance politique des planteurs esclavocrates cubains lorsque, en 1812, se produit le soulèvement des esclaves dirigé par Aponte, ou l'épisode similaire du Yucatán, en 1841, lors de la grande rébellion des indiens mayas.

L'administration coloniale espagnole, elle-même, utilise à son profit ses tensions, incorporant dans ses troupes des effectifs noirs, indiens et métis, avec parfois la promesse de leur donner cette liberté que beaucoup de propriétaires terriens créoles n'étaient pas prêts à leur accorder.

En définitive le triomphe de la Révolution Indépendantiste ne fut possible que grâce à l'apport des seuls groupes importants de prolétaires libres des campagnes: les *gauchos* des Pampas et les *llaneros* du Venezuela-Colombie. Le tableau que José Samper fait de son pays (Colombie), illustre cette assertion, car il s'exprime en ces termes: "Le soulèvement fut soutenu en général par les classes ou fractions suivantes: les hommes de lettres..., le bas-clergé provenant dans sa presque totalité du sol hispano-colombien et en majorité de familles pauvres et plébéiennes. Les jeunes militaires qui, en très petit nombre avaient réussi à entrer dans les écoles militaires d'Espagne ou dans les régiments ou corps du génie. Les artisans des villes, d'origine colombienne ou créole, et les petits propriétaires.

"Les esclaves noirs, incapables de comprendre la révolution et opprimés à cause de leur condition servile, simultanément servirent les deux causes, selon l'opinion de leurs maîtres ou les ressources des chefs militaires ennemis... Quant aux indiens, aux mulâtres et aux autres métis, il est évident que, en règle générale, les premiers furent dans leur majorité les instruments de la réaction dans les régions montagneuses, les mulâtres et les *zambos* libres entrèrent en grande partie dans les rangs de la révolution et les métis d'indien et d'espagnol furent parmi les plus terribles combattants des deux côtés, ces masses semibarbares servant à chaque parti, selon la loi générale de leur origine, d'éléments d'action."¹

Il faut aussi noter que les mouvements sociaux des classes inférieures dans la première partie du XIXe siècle ne sont pas indépendants de la classe propriétaire et ne possèdent pas d'organisation propre. Elles cherchent aveuglément, et même brutalement, à obtenir les libertés élémentaires et à améliorer leur condition économique. Ceci implique la destruction de la vieille société coloniale, et l'avènement d'un type de communauté plus progressiste. Les Idées Nouvelles

¹ Ensayo sobre las revoluciones políticas y la condición social de las repúblicas colombianas, Bogotá, Centro, 1861. p. 156-157.

soutenaient la même tâche (Morelos, Moreno, Artigas, Bolívar, Hidalgo, etc.), d'où la confluence des forces.

Mais dans de nombreux pays la vieille société coloniale est détruite, plus que du propos délibéré de quelques leaders, par le processus révolutionnaire de l'Indépendance même, et postérieurement par les guerres civiles (1824-1858) et les progrès de l'économie mondiale et de la technique.

Il est suggestif de voir, par exemple, que l'abolition de l'esclavage des noirs, proclamée par Bolívar en 1811, 1815 et 1819, et par l'Assemblée Générale des Provinces Unies du Río de la Plata en 1813, et finalement acceptée au Congrès de Panamá (1826) par toute l'Amérique Hispannique indépendante, ne se soit effectivement réalisée qu'entre 1851 et 1858.

L'abolition de l'esclavage triomphe d'abord dans les pays du sud (Chili 1811, Argentine 1831, Uruguay 1843, Paraguay 1844), au Mexique en 1829, où le nombre des esclaves était insignifiant et ne pouvait être considéré comme décisif dans l'économie, et bien plus tard dans les pays tropicaux (Colombie 1851, Equateur 1852, Pérou 1854 et Venezuela 1858) où, sans atteindre les chiffres du Brésil, de Cuba et des Etats-Unis, les esclaves constituaient des groupes nombreux.¹

Finalement, à travers le nouveau militarisme créole, des hommes provenant des anciennes castes coloniales parviennent à une nouvelle situation sociale, prennent une part du pouvoir politique et même entrent dans la catégorie des propriétaires.

Si les épisodes révolutionnaires de 1810-1824 tendent à l'unification des idées et des mouvements communs, les guerres civiles, l'incapacité des groupes dirigeants et l'interventions étrangère se conjuguent avec la géographie et le colonialisme pour diviser et diversifier l'Amérique Latine.

A partir de la moitié du XIXe siècle on peut parler de l'Indo-Amérique, bien que peut-être soit plus exacte l'appellation d'Amérique Méxisse: elle est formée par des pays où prédomine l'élément humain indien, l'exploitation agricole de la grande propriété, le colonat et même le servage, en partie remplacé depuis le XVIIIe siècle par le péonage (Mexique, Amérique Centrale, Costa Rica excepté, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie et Paraguay).

Dans ces pays où l'indigène constitue le facteur fondamental de l'économie (Mexique, Pérou et Bolivie) la suppression du servage et du travail forcé (*mita*, *yanacona*, et *cautequil*), faite par San Martín, Bolívar, Hidalgo et Morelos, tombe en désuétude ou bien l'on y

¹ Haïti intervient constamment pour obtenir l'émancipation des esclaves (1795 à Coro, 1799 à Maracaibo, 1812 à Cuba avec Aponte, collaboration avec Bolívar en 1815, etc.).

déroge expressément (Bolivie en 1829 et Pérou en 1866). La situation des communautés indigènes sera dans ces pays jusqu'au XX^e siècle la même que pendant la colonisation.

D'autre part les indigènes sont constamment dépouillés de leurs terres et l'on tente de façon délibérée d'abolir la séculaire propriété communautaire.¹ Cela provoque au Mexique des soulèvements indiens comme celui de 1856 qui obtient une dérogation aux lois Lerdo pour la partie relative à la propriété de leurs communautés ou à la résistance des *yaquis* depuis 1873. Souvent l'effort du mouvement social est dévié par les classes propriétaires et la violence prolétaire s'exerce à leur profit, comme c'est le cas au Guatemala en 1839.

L'instabilité politique, associée à la basse richesse moyenne de ces pays, est expliquée par la faiblesse des classes moyennes urbaines et de la masse des indiens et des métis prolétaires. Justo Sierra, le remarquable historien mexicain, dit en parlant de son pays que ces tensions animent constamment les "révolutions" (la *bola* – la boule – comme on les appelle dans le peuple), qui ne doivent pas être confondues avec les révolutions authentiques qui, dans le cas du Mexique, sont seulement, jusqu'à la date où il écrit, celles de l'Indépendance et de la Réforme.²

Un second "pays" – où prédomine aujourd'hui le mulâtre – est la zone de l'esclavage noir qui, à l'exception de quelques enclaves dans d'autres pays, se restreint dans le littoral du Brésil, le Venezuela, la Colombie et les Guyanes, les îles Caraïbes et le sud des Etats-Unis.

Dans ces régions persiste partiellement le système colonial jusqu'à nos jours et son économie est indépendante des centres économiques mondiaux. La transformation de l'esclave en salarié se réalise tardivement, comme l'indiquent les dates suivantes: Angleterre, 1834; France, 1848; Hollande, 1865; Etats-Unis, 1865; Brésil, 1888; Espagne, 1889.³ Le cas d'Haïti (partie occidentale) est particulier. Son évolution est marquée par la transformation des anciens esclaves en petits fermiers libres et par l'ascension au pouvoir, à partir de 1843, des généraux noirs qui déplacent les "gens de couleur" éclairés. Significatifs sont les mouvements sociaux au Brésil, qui échouent par leur manque de coordination et de maturité politique, mais qui se répètent dans l'immense étendue du territoire. Ici nous ne considérons

¹ Les lois les plus importantes tendant à abolir la propriété commune sont édictées au Pérou en 1824 et en 1828, en Bolivie en 1825 et au Mexique en 1856.

L'Etat, au service des latifundistes, favorise et facilite le trucksystème et les contrats forcés de travail. Preuves, les lois paraguayennes de 1871 et de 1885 et la situation régnant au Pérou jusqu'en 1921.

² Evolución política del pueblo mexicano, Mex. FCE, 1940, 2^eme édition, P. 181.

³ Voir Victor Alba Le mouvement ouvrier en Amérique Latine, Paris, Ed. Ouvrières, 1953, p. 72. Notre opinion sur son point de vue, dans la revue Movimento Operaio, Milano, 1954, no. 3.

pas les “républiques des palmiers” et les différents *quilombos* de noirs libres du Brésil, qui ont échappé à l’esclavage et dont l’importance dépasse certainement celle des communautés similaires telles que les *cimarrones* de la Jamaïque ou les *bush negroes* des Guyanes.

Détachons les grandes rébellions des esclaves mahomémétans de Bahía (dix en 38 années) qui révèlent un esprit d’organisation peu commun à ce type de mouvements. Mais le mouvement le plus moderne dans sa composition sociale et idéologique, c’est la *conjuraçión de los alfaites* (complot des artisans) de Bahía, mouvement typique d’un “quatrième état” influencé par la Révolution Française.

Un chapitre important, c’est la jacquerie presque permanente au Nord qui, de 1831 à 1848, et sous les noms de *cabanada*, *vinagrada*, *sabinada*, *balaiada* ou *revolta praieira*, trouble les états d’Alagoas, Pernambouc, Pará, Bahía, Maranhão et Piauy. Le même échec suit les tentatives démo-libérales sur le modèle de celles de l’Amérique hispanique, telle que la “révolution de Pernambouc” de 1817 (commentée par Stendhal) et le mouvement des *farrapos* (loqueteux) en 1835 dans le Río Grande do Sul auquel participe Giuseppe Garibaldi.

Plutôt que de la politique extérieure belliciste ou des lois abolitionnistes, la stabilité intérieure du pays sera finalement le produit de l’ascension des états méridionaux dont la force est basée sur le travail des nouveaux émigrés européens, spécialement des italiens et des allemands.

Cette région fait partie de l’Amérique Blanche, avec Costa-Rica, Saint-Domingue (partie orientale), l’Uruguay, l’Argentine et le Chili.

Une des caractéristiques de ces territoires, c’est l’extermination ou la mise dans des “réserves” de l’ancienne population indienne, en même temps que se produit la disparition du *gaucho* au profit du *latifundisme*. En Uruguay, les *charrúas* sont exterminés en 1832 et en Argentine l’“expédition du désert” contre les indiens du Sud en 1879 accomplit la même besogne. Au Chili, les guerres contre les araucans de 1859 et de 1883, après des siècles de lutte, les réduisent dans les “réserves” de la zone de Temuco. Quant à la disparition du *gaucho* dans la Plata, il y a deux dates capitales: l’introduction du fil de fer barbelé pour clôturer les *estancias* argentines en 1844 et la publication du poème épique *Martín Fierro* de Jesús Hernández en 1872. A partir de ce moment l’ancien prolétaire errant et libre devient un *peón* soumis aux propriétaires de la terre et des troupeaux. C’est l’échec des lois d’emphytéose agraire de Rivadavia et la non application du Règlement Provisoire d’Artigas de 1815, qui conduisent à cet état de choses. Ces pays acquièrent alors leurs caractéristiques définitives. Tandis que dans la zone rurale subsiste une société basée sur la grande propriété (agriculture ou élevage des troupeaux), les villes sont des communautés de type

européen très avancé. Il est nécessaire de se rappeler cette différenciation fondamentale qui distingue deux sociétés, quand on veut expliquer des faits sociaux qui sans cela resteraient inexplicables, exemple une duplicité d'attitudes.¹

Dans des villes comme Buenos-Aires, Montevideo, Santiago du Chili, São Paulo, etc., qu'a fait grandir l'émigration populaire européenne, particulièrement latine, le socialisme prendra racine. Il n'est pas possible de faire entrer dans l'histoire du socialisme latino-américain les diverses colonies utopiques socialistes fondées sur le modèle de *New Harmony* (1829) de Robert Owen, car elles répondent à des directives strictement européennes et ne cherchent pas à avoir une influence sur leur milieu américain.

Les précurseurs de ce processus d'introduction du socialisme, qu'ils soient latino-américains comme Esteban Echevarría et Francisco Bilbao, ou européens comme Eugène Tandonnet, Benoît Mure, Bartolomé Victory et Suárez, entre 1837 et 1864 environ n'obtiennent pas de grands résultats.

Avant que les courants socialistes ne s'implantent, le mouvement ouvrier s'étendra sous l'aspect simplement économiste, et à l'origine sous la forme de sociétés de secours mutuels, d'associations artisanales et finalement de sociétés de métiers. Les premières manifestations de ce courant ont lieu au Chili (à partir de 1847, et immédiatement en Argentine, en Uruguay, au Sud du Brésil, et aussi au Mexique et dans les colonies espagnoles des Caraïbes. Durant les décades 1850 et 1860 se produisent aussi les premières grèves importantes, de même que des grèves généralisées locales.

Détachons l'œuvre du proudhonien gréco-français Plotino Rodakanaty qui intervient dans la constitution du *Gran Círculo de Obreros de México* (Grand Cercle des Ouvriers du Mexique) en 1870, plus tard de *La Social* (La Sociale) en 1871 et sans doute du *Partido Comunista Mexicano* (Parti Communiste Mexicain) en 1878.

Ce mouvement mexicain entrera tardivement dans l'Association Internationale des Travailleurs, aux côtés des "sections" de la Martinique et de la Guadeloupe, des "sections" française, italienne et espagnole de Buenos-Aires (1872) et de la Fédération de Montevideo (1875).²

Ces groupements sont animés par des réfugiés des luttes du *Risorgimento* italien, de la Commune et de la Première République espagnole,

¹ - Ceci ne signifie pas qu'il faille méconnaître l'importance historique des "colonies agricoles" d'européens qui débutent en Argentine en 1825, bien qu'elles ne prennent de l'importance qu'à partir de 1853.

² - Au sujet de ces manifestations voir notre ouvrage *Las ideas socialistas en el siglo XIX, Montevideo, Medina*, 2ème éd. 1949, et sur la Fédération de Montevideo, l'article *Los internacionales del 75*, revue *Nuestro Tiempo*, Montevideo, No 2, 1955.

et leur idéologie reflète généralement la pensée de Proudhon, de Blanqui, de Bakounine. L'anarchisme, en particulier, dominant en Italie et en Espagne après les voyages historiques de Bakounine et de Fanelli, arrive en Amérique Latine avec l'émigration italienne et espagnole de ces années-là.¹

Les sociétés ouvrières de cette époque enregistrent la formation presque exclusivement européenne de ce nouveau prolétariat urbain latino-américain. Leurs journaux sont couramment bilingues ou trilingues (espagnol, italien et français), et dans la dénomination de leurs groupements se détache, avec des mots tels que société ou syndicat "international", "cosmopolite", "mondial", ou "universel", la composition hétérogène de leurs affiliés.

Sur le modèle des syndicats espagnols où prédominent les anarchistes, elles suivent les pratiques des "sociétés de résistance" et se coordonnent en "fédérations régionales".

Dans la décade 1880, d'importantes associations s'organisent dans les villes indiquées et les premières grandes grèves se produisent. La tendance de fédération de ces efforts apparaît très tôt au Mexique avec le congrès de 1876 et la *Gran Confederación de los Trabajadores Mexicanos* (Grande Confédération des Travailleurs Mexicains) de 1880, et elle s'étend en Uruguay, en Argentine, au Pérou et à Cuba. La *Federación Regional Uruguaya* (Fédération Régionale Uruguayenne) date de 1876; la *Confederación de Artesanos Unión Universal* (Confédération des Artisans Union Universelle) du Pérou, de 1884; le *Congreso Regional Obrero* (Congrès Régional Ouvrier) de Cuba, de 1892; la première *Federación de los Trabajadores de la Región Argentina* (Fédération des Travailleurs de la Région Argentine), de 1881. Ces organisations, comme celle du Mexique, ont une existence éphémère et doivent être considérées comme des essais des organisations citées plus loin.

La social-démocratie est postérieure, sa propagation est due fréquemment à l'action de clubs allemands (Argentine et Mexique) et son ascension dans la conscience et dans les organisations du prolétariat, est moins rapide. Par contre on enregistre l'adhésion d'intellectuels progressistes de grande valeur et l'on recrute des adhérents parmi les techniciens, les artisans, etc.

Le Parti Socialiste Argentin est constitué en 1896 et celui de l'Uruguay en 1910, mais s'ils sont les seuls à s'être affiliés depuis leur fondation à la Deuxième Internationale, on doit compter le Parti Socialiste Chilien à partir de 1912, date à laquelle il se détache du Parti Démon-

¹ En particulier est fondamental l'apport italien auquel nous avons consacré le travail *La stampa italiana nell'America Latina*, revue *Movimento Operaio*, Milano, 1955, no. 5.

crate précurseur (1887), le Parti Socialiste brésilien (1912) et le Parti Socialiste mexicain qui, fondé en 1914, sera de courte durée.¹

Ces partis socialistes suivent plus particulièrement les modèles des groupements similaires de France et d'Italie, et bien que quelques-uns de leurs leaders aient une formation marxiste, en général ils s'orientent dans la voie d'un réformisme de type humaniste.

La tactique est fondamentalement parlementaire, c'est pourquoi il est capital de faire ressortir qu'à partir de 1904 le *Partido Socialista Argentino* (Parti Socialiste Argentin) a des représentants à la Chambre des Députés : son triomphe précède de six ans celui du *Partido Socialista Uruguayo* (Parti Socialiste Uruguayen). Mais, en dehors de ces pays et du Chili où la tendance socialiste intervient dans la vie politique et parlementaire – ce qui découle des situations acquises par le *Partido Demócrata* (Parti Démocrate) – les partis socialistes ne sont pas assez forts pour se présenter aux urnes, ou simplement il n'existe pas de lois électorales démocratiques qui permettent aux ouvriers et aux paysans non propriétaires d'intervenir.

L'événement le plus significatif est, en 1913, le triomphe du Parti Socialiste Argentin aux élections nationales des députés, où il obtient la majorité dans la capitale fédérale, Buenos Aires. Mais ce triomphe éclatant obtenu la première fois que, selon la loi Saenz Peña de 1912, peuvent voter librement les prolétaires argentins, ne se répète pas aux élections suivantes de 1916².

Ce tardif et lent développement peut être attribué – bien qu'en partie seulement – à l'origine européenne des ouvriers urbains que nous avons indiqués. Durant quelques années les socialdémocrates italiens ou allemands étaient affiliés aux partis socialistes d'Italie et d'Allemagne, et ils n'admettaient pas le changement de nationalité pour adopter celle du pays latino-américain où ils résidaient.

Ni le mouvement social-démocrate, ni le mouvement anarchiste n'arrivent à se coordonner sur un plan latino-américain au XIXe siècle, tout au plus les centres ayant des affinités maintiennent-ils des relations avec les pays voisins (Argentine-Uruguay, Mexique-Cuba, etc.).

La Révolution Mexicaine qui débute en 1910 est le plus important des mouvements sociaux de l'Amérique Latine depuis l'Indépendance et un éloquent exemple de la complexité avec laquelle se manifeste dans ces pays le socialisme.³

¹ Notre travail *El manifiesto inicial del Partido Socialista Uruguayo*, revue *Nuestro Tiempo*, Montevideo, No 3, 1955, peut donner une idée des processus d'organisation de ces partis.

² Voir Jacinto Oddone *Historia del socialismo argentino*, Buenos Aires, La Vanguardia, 1934, deux volumes.

³ Une bibliographie sur la Révolution Mexicaine peut être consultée dans notre ouvrage des Editions Ouvrières, ou Roberto Ramos, *Bibliografía de la Revolución Mexique*, 1921-1937, 2 vols.

Bien qu'ayant toutes les caractéristiques des pays "indo-américains", nous avons vu comment le Mexique, tout au long du XIXe siècle, participe activement à la diffusion des idées socialistes. On y remarque une riche histoire des mouvements ouvriers (syndicats, grèves, etc.), et en même temps l'idéologie socialiste se manifeste très tôt dans les villes les plus importantes.

Il est facile de comprendre la force explosive de ces deux éléments. Déjà en 1869 éclate un mouvement agrariste armé dans la ville de Chalco, ayant pour devise: "Vive le socialisme", et à partir de 1861 des tentatives de législation agraire sont faites, nécessitées par le besoin de terres du paysan indien.

L'effort le plus soutenu d'infiltration idéologique des masses est accompli par les anarchistes qui, sous la direction des frères Flores Magón, crée le *Partido Liberal Mexicano* (Parti Libéral Mexicain) qui fait une intense propagande à partir de 1900 et organise des soulèvements armés en 1906 et 1909, réclamant "terre et liberté".

Dans l'histoire sociale des autres pays latino-américains, sont fréquents ces années-là des épisodes tels que les "événements du Centenaire" d'Argentine en 1910 et les grandes grèves sanglantes des ouvriers chiliens du nitrate, qui mériteraient d'être plus particulièrement mis en valeur.

Il est difficile d'établir le bilan historique des mouvements sociaux de l'Amérique Latine dans leur ensemble, à cause de cette même diversité que nous soulignons et du manque de stabilité que présentent bien des pays qui ont contribué à améliorer la condition des classes des serviteurs ou des salariés; les résultats sont proportionnels à la diffusion du socialisme dans chaque région.

Toutefois ils ont efficacement contribué à rendre la démocratie effective, et à donner au peuple un minimum de possibilités dans les pays d'émigration européenne.

La stabilisation politique définitive de l'Uruguay à partir de 1904 et sa vocation affirmée pour la législation sociale, ont une base importante dans son mouvement ouvrier qui existait au début du siècle.

En Argentine, l'approbation de la loi électorale "Saenz Peña" de 1912, qui assure pour la première fois des élections libres, est un triomphe des nouvelles classes moyennes alliées au mouvement ouvrier et socialiste.

Finalement au Chili, le mouvement ouvrier et les divers courants socialistes, ont une importance capitale dans la vie politique du pays.

D'autre part, l'histoire du XXe siècle démontre que les tensions sociales et les mouvements populaires en cours continuent les lignes générales que nous avons tracées dans cet essai.

NOTES

BALAIADA – Nom de la révolte brésilienne de 1838 à 1841, dirigée par le noir Manuel Francisco dos Anjos Ferreira o Balaio.

CABANADA – Révolte brésilienne de 1832, ainsi appelée parce que les insurgés étaient des humbles, des noirs fuyards, des mulâtres, etc. qui habitaient dans des *cabanas* (cabanes).

CAUTEUIL – Nom sous lequel est connu en Amérique le tribut de travail forcé que les indigènes doivent aux espagnols.

CIMARRONES – Américanisme que l'on emploie aussi en Jamaïque, et qui désigne les troupeaux sauvages, et par extension, les esclaves enfuis dans les bois ou les montagnes.

CHARRÚAS – Indiens belliqueux du sud de l'actuel Uruguay.

ESTANCIAS – Grandes propriétés où l'on se livre à l'élevage extensif dans le Río de la Plata.

GAUCHOS – Bergers à cheval des pampas de l'Amérique méridionale.

LLANEROS – Nom donné aux *gauchos* dans les plaines du Venezuela-Colombie.

MITA – Nom du *cauteuil* en Amérique du Sud.

QUILOMBO – Village de noirs qui ont fui l'esclavage. Un ensemble de villages forme une „république”, appelée „république des palmiers” au Brésil.

REVOLTA PRAIEIRA – Révolte populaire brésilienne de 1848, qui est connue sous ce nom parce qu'elle a pour centre la zone de Pernambouc.

SABINADA – Révolte brésilienne de 1837, dirigée par Francisco Sabino Álvarez de Rocha Vieira pour obtenir l'égalité politique.

VINAGRADA – Révolte brésilienne de 1835 que dirige Francisco Vinagre.

YANACONA – Travail forcé des indiens de l'Amérique du Sud, dans les ateliers appartenant aux espagnols, ou dans d'autres exploitations privées.

YAQUIS – Nom d'une tribu d'indiens du nord du Mexique, bien qu'ils soient aussi installés aux Etats-Unis, qui défendent leurs terres par les armes.